

Très manga

Une quinzaine d'ados participent avec enthousiasme aux comités de lecture sur les mangas organisés par la médiathèque dans le cadre de *Plaine Comics*. Avec, au bout de l'aventure, un voyage au festival de la BD d'Angoulême. page 10

LE JOURNAL DE SAINT-DENIS

N° 684 0,61 €

Hebdomadaire d'information locale du 6 au 12 décembre 2006



Cité Allende et avenue de la République Au cœur des foyers taudis

CHRONIQUES DIONYSIENNES

Choix antilibéraux. Autain, Bové, Braouezec, Buffet ou Sallesse ? Nationalement les militants des collectifs anti-libéraux doivent se décider les 9 et 10 décembre. À Saint-Denis, c'est fait. Le 29 novembre, 41 militants ont pris part au vote à l'issue d'une réunion et 32 autres en ont fait de même par correspondance. Clémentine Autain, devant Yves Sallesse et Patrick Braouezec, a été adoubée par la gauche de la gauche dionysienne pour représenter ce courant lors de la présidentielle d'avril 2007. On en recense plus à fond la semaine prochaine. D. Sz

Le blues du RER B. Trains trop rares, retardés, en panne, surchargés, surchauffés, glacés... la ligne B du RER va mal. Très mal. La belle gare de la Plaine subit et avec elle des milliers d'utilisateurs chaque jour, ces défaillances causées par un manque d'investissements. Lundi matin, Didier Paillard, Pierre Quay Thevenon, Monique Lejeune, Rose Gomis, Ronan Kerrest, Jean Brafman ont tiré la sonnette d'alarme et rencontré les usagers. Avec l'association des maires de la ligne, ils demandent à l'État de respecter ses engagements et de verser 500 millions. Les voyageurs veulent voir le bout du tunnel. G.R.

Vous avez dit tendancieux ? Lu samedi 2 décembre dans les colonnes du *Parisien* que Christian Trigory, candidat aux élections des représentants des locataires sur la liste Vivre mieux à Saint-Denis-Plaine commune, se plaint du caractère tendancieux des documents envoyés par l'Opac pour le vote par correspondance. D'après lui, ils seraient incitatifs à voter pour la CNL. Mardi 5 décembre, nous avons joint Christian Trigory pour toutes précisions utiles sur la nature exacte de son accusation, mais il a préféré nous répondre plus tard. Nous patienterons donc pour en savoir plus. D. Sz



« Nous sommes malades et l'insalubrité des lieux n'arrange rien. » Ainsi parlent des migrants du foyer de l'avenue de la République, situé à la lisière d'Épinay et de Saint-Denis. Notre reportage page 3.

Camion contre tramway

MARDI 5 DÉCEMBRE vers 10h30, avenue de la Commune de Paris, à la hauteur de la résidence de personnes âgées Basilique, un camion de livraison, qui selon certaines informations effectuait une marche arrière pour changer de direction, a empiété sur les voies du tram juste au moment où une rame arrivait. « Nous avons entendu la cloche d'alerte du tram, mais l'accrochage n'a pas pu être évité » ont raconté des témoins sur place. Le choc a été violent. L'avant du tram et le pare-brise ont été enfoncés. Et une des portes arrière du camion a été emportée. Par chance, personne n'a

été blessé dans le tram, et le conducteur a seulement été choqué. Le conducteur du camion, lui, a été transporté à l'hôpital Delafontaine, mais son état ne semblait pas grave, selon les secours présents sur place. Une ambulance du Samu et plusieurs véhicules des pompiers avaient été dirigés sur le lieu de l'accident dès l'alerte donnée. Selon la Ratp « ce type d'accident est de plus en plus rare. » Mais toujours aussi spectaculaire. Toutes les opérations de dégagement se sont déroulées devant un public nombreux. G.R.



Après l'occupation de l'ancienne piscine

Manipulation chez les sans-papiers ?

LE DIMANCHE 3 DÉCEMBRE, vers 16h, 200 personnes se réclamant du collectif Solidarité sans-papiers 93 ont investi le bâtiment de l'ancienne piscine municipale. Le porte-parole, Ali Mansouri, déclare alors vouloir « pousser dans ses retranchements la mairie communiste qui s'affiche partout comme soutien des sans-papiers. » Après la cérémonie de parrainage organisée en mairie en mai dernier pour les soutenir notamment dans leurs démarches administratives, et après les multiples interventions des élus pour empêcher des expulsions, c'était à n'y plus rien comprendre. Même pour quiconque porte attention à la lutte des sans-papiers de Saint-Denis. Comme prévu par le porte-parole, le maire demande sitôt l'évacuation pour des raisons de sécurité, qui est effectuée par les forces de police le lundi au petit matin, sans incident. Les manifestants délogés se dirigent alors vers la basilique et vers la mairie, dont l'accès leur est bloqué par les CRS, d'ailleurs présents une bonne partie de la journée dans ce quartier et devant l'ancienne piscine. En fin de matinée, les manifestants s'acheminent rue Émile-Connoy pour investir le local municipal occupé depuis des mois par des sans-papiers de la Coordination 93. « On est venu ici à 300 personnes, assure Ali Mansouri. Il y a des gens du 93, Montreuil, Pa-

ris, même de Cachan. » Les coups d'éclat, c'est le mode d'action préféré des militants du collectif. En avril dernier, ils s'enchaînaient à Paris devant les grilles de la cathédrale Notre-Dame. Dans les mois qui suivent, ils occupent tour à tour le Conseil national du culte musulman, la Grande mosquée de Paris, etc. Le tout, avec un certain succès. « On a été reçus deux fois au ministère de l'intérieur, deux fois à la préfecture. » À la Coordination 93, on préfère un patient travail de suivi des dossiers et d'accompagnement des sans-papiers, qui avait grandement aidé à la régularisation d'Ali Mansouri voici trois ans. S'il a créé son propre mouvement, « ce n'est pas par intérêt personnel », se défend cet ancien militant de la Coordination, mouvement avec lequel il dit à présent vouloir « regrouper nos énergies ». L'intrusion dans le local de la rue Connoy, qui a donc tout l'air d'un coup de force, cessera le jour même vers 16h, après désertion d'une bonne partie des troupes. « Ils se sont rendu compte qu'ils avaient été manipulés », indique un militant de la Coordination, où l'on dénonce les agissements du porte-parole du Collectif, également accusé dans un communiqué de la municipalité de desservir « la cause légitime des sans-papiers. »

Marylène Lenfant

Témoignages et débats à la Ligne 13 L'engrenage de la précarité

Didier Paillard et l'association APEIS avaient donné rendez-vous aux chômeurs de la ville pour un échange sur l'emploi.

« LES CHÔMEURS, les précaires, c'est l'affaire de tous, de toute la société. » C'est Didier Paillard qui l'affirme. À ses côtés, Thierry Bailly de l'association APEIS et Patrick Vassalo, conseiller municipal. Dans la salle de la Ligne 13, ce 2 décembre jour de manifestation à Paris, de la République au siège de l'Unedec, une centaine de personnes privées d'emploi ou en situation précaire a pris place pour débattre et témoigner. Il y a là des jeunes surdiplômés qui se retrouvent le bec dans l'eau et des peu diplômés qui, en plus, comme l'expose un témoignage, prennent en pleine poire les discriminations raciales et spatiales. À Saint-Denis, les statistiques officielles annoncent 6 000 hommes et femmes privés d'emploi. Thierry Bailly estime aux alentours de 9 000 la véritable mesure de la casse humaine. Dans cette salle noire de la Maison de la jeunesse, l'ambiance n'est pas rose. Les souffrances s'étaient. Comme celle de cette femme qui élève seule quatre enfants dans un squat et qui se bat pour obtenir un logement. Une heure durant, les mots sortent. En rafale. Comme ceux de Bouzig qui enrage : « Je suis compagnon serrurier-charpentier. J'ai travaillé sur la rénovation du Grand Palais. Je suis



Samedi 2 décembre, à la maison de la jeunesse, rencontre avant la manifestation.

en interim quand je trouve quelque chose. Quand des patrons veulent m'embaucher, c'est pour une

Reprise de la campagne hivernale

La campagne hivernale du plan local de solidarité est lancée depuis le 4 décembre. Pour les personnes sans abri, la Maison de la solidarité (7, rue Jacques-Duclos) pratique un accueil renforcé tous les matins et les mardis et jeudis après-midi. L'espace hygiène géré par le Secours populaire fonctionne du lundi au vendredi (sauf le mardi) de 9 h à 11 h 30. Pour la restauration, à Ma maison (23, rue Gaston-Philippe) le Secours catholique sert des petits déjeuners de 8 h 30 à 10 h, Miroir et différence s'occupe des repas de 12 h à 13 h 30. Les restaurants du cœur distribuent des repas à partir de 20 h 30 dans divers lieux de la ville (devant le Théâtre, la Gare, la rue Barbasse près de l'hôpital Delafontaine...).

Si vous rencontrez un SDF en difficulté, vous pouvez prévenir la Maison de la solidarité le jour (01 49 71 50 10) et le soir jusqu'à minuit, la Croix rouge (06 64 49 84 12). Vous pouvez aussi contacter le 115. Pour les personnes et les familles en difficulté, les restaurants du cœur sont joignables à la Maison de la solidarité (01 49 71 50 13). L'association y distribue des denrées alimentaires, mais il convient de l'avoir contactée au préalable. Le Secours populaire met également en place une boutique alimentaire au même endroit à partir du 11 décembre et la Croix rouge doit ouvrir une boutique alimentaire à partir de janvier (renseignements au 01 48 26 75 16).

On vient de me faire bosser pour 964 euros bruts pour 45 heures par semaine. Vous vous rendez compte ? Avec ma qualification ? Et en plus, l'État les exonère de charges pendant six mois pour qu'ils embauchent... puis pour qu'ils débouchent pour reprendre quelqu'un d'autre. L'exonération, c'est pour l'ouvrier qu'elle devrait être. Moi, j'ai cinq personnes à nourrir. Ma femme ne travaille pas. Je ne peux pas bosser pour un salaire aussi bas. Rien que de louer, je paie 500 euros. » Et Bouzig, de s'emporter contre « la belle arnaque du CNE qui permet à des patrons de se rincer » avant d'aborder un aspect plus personnel : « la précarité détériore la relation familiale. C'est un engrenage. Si on ne met pas d'huile, ça peut casser. À tout moment. » Bouzig a peur de demain. Comme tous ceux qui sont là.

Dominique Sanchez

Mouvement des enseignants au lycée Paul-Éluard La goutte d'eau, et le vase déborde

DÉBRAYAGE, assemblée générale. La réaction des enseignants a été immédiate, le vendredi 1^{er} décembre au lycée Paul-Éluard. Ce matin-là, vers 10 h 15, trois élèves font irruption dans une classe de seconde, avec un extincteur qu'ils vident de sa neige carbonique sur les personnes à proximité. Les élèves assis aux premiers rangs, et l'enseignante, professeur de lettres classiques, touchée aux yeux, sans gravité. « Nous l'avons sitôt accompagnée à l'hôpital. Pour elle, l'atteinte a été plus morale que physique, estime le proviseur, Pierino Gasperi. Mais ce n'était pas une agression volontaire. C'était des gamins qui venaient embêter un copain. » Quoi qu'il en soit, « cela a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. » Comme le proviseur, élèves et professeurs font état d'un « climat difficile » déjà sen-

sible l'an dernier avec des lettres anonymes de menaces de mort adressées à plusieurs professeurs et dont les auteurs, des élèves, n'ont pu être identifiés. Le plus significatif pour tous, ce sont les dégradations matérielles. « C'était d'abord des petits tags, puis des trous dans les portes. Ça monte petit à petit », relève une élève de 1^{re} S. « Dans ma classe, une des fenêtres qui sont en haut de la cloison côté couloir, a volé en éclats en plein cours, il y a un mois », raconte un jeune de terminale. Plusieurs élèves déplorent pour conséquences de ces « bêtises de certains », la fermeture des salles de permanence et du foyer des élèves pour y prévenir de nouvelles dégradations. « L'enseigne depuis trente ans à Paul-Éluard. Des trous dans les portes et des vitres brisées, il ne faut pas croire que ça n'a jamais

existé, nuance Michel Robert, professeur de maths. Il faut lutter contre, parce que ça rend le cadre de vie insupportable. Les plus étonnés de cette situation sont ceux qui n'ont pas complètement intégré le fait qu'on est à Saint-Denis. On a été un peu plus à l'abri pendant un certain temps. Mais la situation n'est pas si désastreuse par rapport à d'autres établissements avec la même composition sociale et le même environnement. Ce sont des difficultés qu'il ne faut ni minimiser, ni exagérer. » Pour tous, profs et élèves, le climat de tension a aussi une autre cause, la fatigue, habituelle à cette fin de premier trimestre, mais accentuée cette année par des journées continues atteignant une amplitude de près de 12 heures. Une solution inévitable compte tenu des nombreuses options d'enseignement,

d'après M. Gasperi. Tel n'est pas l'avis des 120 participants, personnels et représentants de parents, à l'assemblée générale qui s'est tenue le mardi 5 décembre, lors d'une demi-journée banalisée. Dans la longue liste des revendications qu'ils ont remises à une représentante du Rectorat, ils demandent un renforcement de tous les personnels non enseignant, et plus exceptionnel, un audit sur le fonctionnement du lycée, ainsi qu'une réorganisation de la direction, ainsi expressément mise en cause. Ils exigent une réponse avant jeudi après-midi, sous peine d'une grève le lundi 11 décembre. Quant aux trois intrus à l'extincteur, ils passeront en conseil de discipline, si parmi les élèves, des bouches s'ouvrent enfin pour les identifier.

Marylène Lenfant

La ville persiste et signe Fière d'être aux côtés de Mumia

« LA MUNICIPALITÉ est fière d'avoir donné à une rue de Saint-Denis, le nom de Mumia Abu Jamal qui est devenu l'une des figures emblématiques du combat pour la justice et l'abolition de la peine de mort, aux États-Unis et partout dans le monde... Elle poursuivra avec détermination le combat pour le sauver ». Dans un communiqué diffusé jeudi 30 novembre, lors d'un rassemblement organisé par le Comité Mumia Saint-Denis devant la mairie, avant le conseil municipal, le maire, Didier Paillard, a réaffirmé son engagement afin que cet homme emprisonné depuis 25 ans pour un crime qu'il a toujours nié, soit reconnu dans ses droits. Il a également dénoncé les manipulations de certains groupes de pression ultraconservateurs qui voulaient que Saint-Denis débaptise la rue et que Paris re-

nonce à faire de Mumia, l'un de ses citoyens d'honneur. L'information diffusée par les médias selon laquelle la ville de Philadelphie aurait porté plainte contre ces élus pour apologie de crime s'est donc révélée fausse. Le maire de Philadelphie et la présidente de l'assemblée communale ont démenti ce fait. Toutefois, Pam et Ramona Africa, responsables des comités de soutien américains, présentes jeudi à Saint-Denis, ont appelé les militants à se mobiliser une nouvelle fois pour Mumia en manifestant à Paris (place de la Bastille), samedi 9 décembre à 14 h. Le même jour à partir de 19 h, au Café culturel (allée des Six chapelles), le Comité Mumia Saint-Denis lui rendra hommage avec chants et lecture de textes par Maguy Louis et Sam Légitimus. J. S.

T'es majeur ! 130 jeunes à la mairie

ACCUEILLIS en mairie, les 1 et 2 décembre, par le maire Didier Paillard, le député, Patrick Braouezec et Bally Bagayoko, maire-adjoint délégué à la Jeunesse, 130 jeunes ont répondu présents à l'invitation lancée par la direction municipale de la Jeunesse pour fêter leurs 18 ans. Après une discussion sur leurs

droits et leurs devoirs, ils ont dégusté un gâteau d'anniversaire et reçu un livre en cadeau ainsi qu'une invitation pour le concert et le battle du 93 Festival. Le 9 décembre à 17 h 30 en mairie, la municipalité invite la dernière vague des 700 majeurs recensés cette année. J. S.

Place Jaurès et salle de la Légion Le Téléthon fête la solidarité

ORGANISÉ par l'association Fédons, le Téléthon se déroulera le 9 décembre. De 14 h à 17 h sur la place Jean Jaurès, des animations sportives avec les sections rugby et lutte du Sdus, le cercle d'escrime et un tournoi de street-foot avec les collégiens sont programmés. En parallèle, de 14 h à 19 h, salle de la Légion d'honneur, avec Afrique Cadense Nimba, Bay lan men,

El Hogar de los Españoles, Casc'n'rol, Oxalis, le conservatoire de musique et Croc'musique seront au rendez-vous. La fanfare Haidouti Orkestar fera le lien entre les lieux (entrée libre). Les Dionysiens sont invités à participer nombreux à la solidarité en achetant les enveloppes de la tombola où de nombreux lots sont à gagner. J. S.

Exposition interactive L'empreinte écologique sur mesure

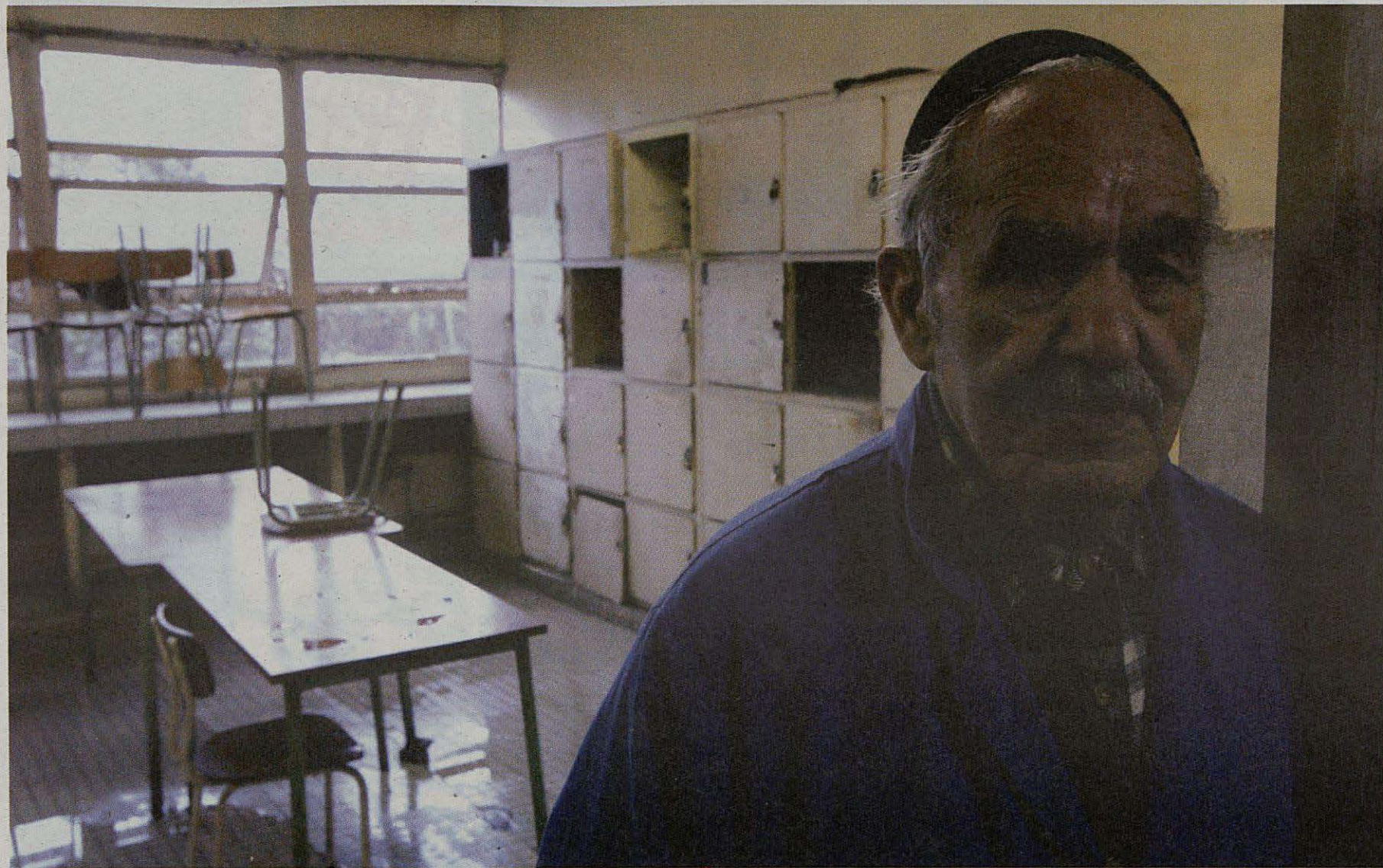
À LA MAISON, au travail, en vacances, etc., tous nos choix de consommation comme nos modes de transport ont un impact plus ou moins dommageable sur l'environnement et les ressources naturelles. Planitude attitude, exposition interactive de l'association WWF (World Wildlife Fund) nous fait découvrir comment réduire ce que l'on appelle ainsi notre em-

preinte écologique. À cette occasion, une projection de La ville vue d'abeilles d'Olivier Darné, producteur du « miel béton », aura lieu le mercredi 13 décembre à 19 h, salle du conseil municipal (réservation au 01 49 33 71 38 ou 63 69). Exposition jusqu'au 21 décembre, chapelle des Trois-Patrons, hall du centre administratif, place du Caquet. M. L.

Fêtes de fin d'année Les chalets du marché de Noël ouvrent place du Caquet

APRÈS LE LANCEMENT des illuminations le 30 novembre dernier c'est mercredi 13 décembre que démarre le marché de Noël place du Caquet (inauguration à 18 h). Il sera ouvert tous les jours jusqu'au 24 décembre, de 11 h à 20 h, et proposera des objets artisanaux, des produits gastronomiques et naturels avec la Confédération paysanne... également à l'affiche les animaux

de la ferme et des animations musicales tout au long des deux semaines. À noter que les 15, 16 et 17 décembre les commerçants partenaires de l'opération offriront trois heures de stationnement dans les parkings Basilique, 8 mai 1945 et République. Et que les 22, 24, 29 et 31 décembre les commerçants du marché seront présents jusqu'à 17 h. G. R.



Foyer République. La cuisine réfectoire est régulièrement inondée.

Travailleurs migrants dans l'insalubrité Foyers de la honte

Dans un foyer perdu entre Épinay et Saint-Denis, Africains et Maghrébins âgés vivent dans des conditions indignes. Les uns s'organisent en attendant de déménager à la Plaine, les autres espèrent un relogement financièrement supportable.

et l'insalubrité des lieux n'arrange rien. Trois réchauds sur dix fonctionnent pour cuisiner pour vingt-sept personnes. La cuisine est inondée régulièrement. Nous nettoions, mais c'est toujours sale ! » Ces deux compagnons ont travaillé très dur pendant quarante ans. Comme Belarbi, natif d'Oujda au Maroc, qui occupait un poste de technicien de surface à la gare de Tolbiac. « Je suis né en 1924. Je suis arrivé en France dans les années 60. Mes enfants et petits-enfants vivent à Saint-Denis. Je ne peux pas habiter chez eux car il n'y a pas assez de place. » Pour tous, le foyer a constitué une solution temporaire qui devait soit aboutir au retour du résident dans son pays d'origine, soit à un accès au logement dans le parc HLM avec un regroupement familial. Or, un nombre important d'entre eux sont restés ici, tout en maintenant leur famille au pays. « Nous vieillissons en France, tout en préservant le lien familial par des voyages dont la fréquence et la durée se sont accélérées avec le passage à la retraite. Nous sommes tous malades. Pour nous faire soigner et ne pas perdre nos droits, nous sommes obligés de passer la majeure partie de l'année dans l'Hexagone », souligne Kaddour, originaire de Tlemcen et salarié pendant quarante ans de la SNCF.

Avec Mohamed, il montre la vitre cassée de la fenêtre des douches, non remplacée depuis des mois. Il n'y a plus d'eau dans certains WC. « Nous nous sentons déconsidérés. L'Aftam et la Sonacotra nous ont proposé un relogement à la résidence des Petits-cailloux à la Plaine, mais le loyer s'élève à 420 euros. Ici, on paie 120 euros par mois. Nos retraites ou nos pensions d'invalidité s'élèvent à 600 euros. Comment voulez-vous que

l'on vive correctement dans ces conditions ? D'autant qu'il faut envoyer de l'argent à la famille ! » À la veille de l'hiver, ils sont menacés d'expulsion et ont été condamnés à 3 000 euros d'amende pour « résistance abusive » par le tribunal d'instance de Saint-Ouen. Soutenus par le Copaf, le Gisti, EVT (1) et l'UL CGT, ils sont dans l'expectative. « Nous avons eu une réunion en septembre dernier avec le maire Didier Paillard et le sous-

préfet, Olivier Dubaut, précise Jean Bellanger d'EVT. Il était question qu'une MOUS (1) soit créée pour étudier chaque cas. Or, à ce jour, nous n'avons aucune nouvelle ».

Aspiration au repos

Un peu plus loin dans la cour, la cuisine du bâtiment des Africains exhale l'odeur du poulet frit et de l'alloco (banane plantain). « Chez nous, tout est communautaire, souligne Abdoulaye Tounkara et Daouda Sabely, deux retraités origi-

naires de Koussané et Aourou, deux villages situés près de Kayes au Mali. On s'en sort comme ça, grâce à la solidarité des uns et des autres. Nous nous sommes cotisés pour acheter un nouveau lino pour le sol de nos chambres. Nos problèmes sont différents de ceux des Maghrébins, car notre relogement est prévu depuis 1999 dans le cadre d'un protocole d'accord signé par la Ville, l'État, la Sonacotra, l'Assotraf, l'Aftam et le Fasild, concrétisant l'opération de résorption des foyers insalubres. En 2008, nous déménagerons pour la résidence du Bailly à la Plaine. En attendant, nous nous aidons les uns les autres pour vivre le mieux possible. Nous avons voulu ne pas nous séparer et partir tous ensemble à la Plaine. Mais nous nous occupons de nos affaires nous-mêmes. Pas d'ingérence ! Nous sommes assez grands

Repères

30 octobre 1998

le conseil municipal se prononce pour la démolition des foyers de travailleurs migrants Pinel et République gérés par l'Assotraf et l'Aftam.

14 avril 1999

un protocole d'accord est signé entre l'Assotraf et l'Aftam, les deux gestionnaires, la Sonacotra, l'État, le Fasild et la ville de Saint-Denis, qui concrétise l'opération de résorption de ces foyers et confirme leur relogement sur le territoire communal. L'opérateur est la Sonacotra.

Novembre 1999

la résidence Bailly à la Plaine accueille 200 travailleurs migrants résidant à Pinel. Début 2009, ils devraient être relogés dans la nouvelle construction sur le site de Pinel porte de Paris

Septembre 2003

250 autres résidents du foyer Pinel sont relogés au sein de la résidence sociale Bachir-Souni, place Poullmarch.

Novembre 2004

ouverture de la résidence Les Petits-cailloux

Février 2006

ouverture de la résidence avenue

du Général-Joinville, qui

accueille 150 anciens

occupants des locaux

désaffectés de l'hôpital

Casanova.

Janvier 2007

début du chantier sur le site

de Pinel. L'ouverture

de cette résidence est

prévue début 2009.

J. S.

pour discuter avec les pouvoirs publics. » Daouda et Abdoulaye ont quitté leur région du Mali très déshéritée, située près de la frontière mauritanienne, pour aider leur famille à survivre. Comme bon nombre de migrants de l'éthnie soninké, ils ont financé la plupart des infrastructures de leur arondissement. « Nous nous sommes privés durant toute notre existence. Aujourd'hui, nous aspirons au repos. Nous espérons que nos enfants, eux aussi contraints d'immigrer, vivront dans de meilleures conditions. »

Juliette Seydi

(1) **MOUS** maîtrise d'œuvre urbaine et sociale ; **Gisti** groupe d'information et de soutien des immigrés ; **Copaf** collectif pour l'avenir des foyers ; **EVT** Ensemble, vivre et travailler.